L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLÉANS, SAMEDI MATIN, 11 FEVRIER 1871. 24me Année—Vol. XLIV

DUFOUR & LEMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLÉANS.
SAMEDI MATIN, 11 FEVRIER.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le Shérif, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre Bonsne et Canal, à midi, la coque, la machine et la bouilloire du steamer "Grand Era."

Par Vincent & Co., à leurs salles d'encan, 67 et 69, rue de la Bourse—vêtements de printemps, articles de toilette pour hommes, et chapeaux.

Par Eug. Tourné, au warehouse de l'importateur A. Contarel, 30, Vieille Levée — 1000 caisses vin rouge.

Par M. Barnett, à l'Hôtel St. Louis, au premier étage, à 10 heures—les dons restant au Bazar français.

Par E. Roger & Co, à leurs salles d'encan, rue Vieille-Levée, Nos. 45 et 47—Bottes, souliers et brodequins.

Par D. E. Morphy, au No 67, rue des Magasins—cigarettes et savon de toilette. — Aussi, à midi, la collection mexicaine "Maria Elizabeth."—De plus, à 3 heures, au magasin de J. S. Oglesby & Co., aux Quatre-Nations, No 71, jambons légèrement endommagés.

Par le même, à 10 1/2 heures, au magasin de MM. Vose Brothers, 97, Magazine.—Jambons, saindoux, plats-côtés et épaules.

Par Maurice Barnett, à la Rotonde de l'Hôtel St. Louis, entre Royale et Chartres—Vente régulière de meubles.

Par S. J. Montgomery, à sa salle d'encan, 67 rue du Champ—Vente régulière de meubles.

Par O. Valton, No 11 rue Natchez—Jambons, épaules pore, bœuf, comestibles, etc.

ATTENTION!

Jambons. Bacon.—Voyez l'annonce d'encan de M. E. Morphy.

Savon de Toilette.—Voir l'annonce de D. E. Morphy, encanteur.

Vente de fer à crédit.—Voyez l'annonce de M. E. Morphy, encanteur.

Encanteurs.—Voyez l'annonce d'encan de M. D. Morphy.

Confiserie mexicaine Maria-Elizabeth.—Sera vendue aujourd'hui, sans réserve, à l'encan public, par D. E. Morphy, encanteur.

17e Faites imprimer vos Factures, Cartes, etc., au "Peerless Printing Office", encoignure des rues Camp et Perdido.

12e CANDIS PURS et sans MELANGE.—Confiserie fine en tous genres chez J. VIAL-LARCHIBIA & Co, Successeurs d'Ernest Turpin, 93 rue Vieille-Levée.

THEATRES.

AUJOURD'HUI, DIMANCHE.

OPERA.—Annuli—Le Barbier de Séville; le soir: La Juive.

ACADEMIE DE MUSIQUE.—Annuli et le soir: Troupe royale Japonaise, Satsuma.

ST CHARLES.—Annuli et le soir: Little Nell and the Marchioness.

MUSEE CRESCENT CITY.—Nos 40 et 42, rue St Charles.

Les Impressions d'Etat et la langue française.

Sur la somme de SEPT MILLIONS cinquante mille piastres, montant total, en chiffres ronds, des dépenses de l'Etat de la Louisiane, pour l'année 1870, suivant les livres de l'auditeur, les dépenses de la Législature "ont été de $450,777 06, somme très-ayante, quand on songe que, sous le régime démocratique, les dépenses législatives n'ont été élevées au maximum à $80,000. C'est donc plus de six cent mille piastres d'économie qui ont été la fabrication des lois, le n'est rien, cependant, si on compare chiffre aux millions que contient à 12% ent aux contribuables les lois que fabrisent les honorables.

Dans le chiffre ci-dessus mentionné des dépenses de l'Assemblée se figure pas le cent des impressions publiques. Voici les items que nous relevons pour ce chapitre:

Impressions et annonces à l'imprimeur d'Etat.....	$125,000 00
Impressions et annonces, taux officiels dans tout l'Etat.....	134,759 55
Impressions et annonces, No 69, extra-session 1870.	63,961 31
Total.....	$318,800 86

Ce n'est pas tout: dans l'évaluation des dépenses pour 1871, nous trouvons l'item suivant: "Allocations pour payer les certificats de dettes émis aux journaux officiels dans l'Etat, pour impressions et annonces $72,813 40"; ce qui, ajouté au chiffre précédent, donne un total de $391,614 26, payées ou à payer par l'Etat, pour impressions et annonces d'une seule année, à des journaux qui ne vivaient pas un jour sans ce patronage officiel. Ajoutons que ces journaux ont, d'après le bill des impressions, droit à insérer toutes les annonces judiciaires de leurs paroisses respectives, et à prélever, ainsi, sur les parties intéressées un impôt forcé sans aucune compensation, les journaux ordinaux ayant si peu de lecteurs que leur publicité est illusoire et me dispense pas les parties de faire les frais d'annonces dans les autres journaux.

En ajoutant les frais d'impressions à ceux de la Législature, on arrive à un total de un million quatre-vingt-deux mille piastres et une fraction pour deux items qui, sous l'ancien régime, dépassait de peu de chose cent mille piastres. Les dépenses sont simplement décuplées.

Voilà pour 1870, voyons la perspective pour 1871.

L'assemblée a commencé par se voter une allocation de $250,000 et tout indique qu'elle ne s'arrêtera pas là.

Quant aux impressions, le gouverneur, dans son message, propose tout une réduction, et l'auditeur ne les évaluait qu'à $70,000 non compris l'arriéré de 1870.

Mais il paraît que le *Republican* n'est pas satisfait de la publication des lois du Congrès, des annonces officielles fédérales, des impressions et annonces de l'Etat de la Louisiane et des annonces judiciaires de la paroisse d'Orléans.

Un nouveau bill, présenté par M. J. B. Lours, de De Soto, porte que le journal officiel publiera les comptes-rendus des deux Chambres et les lois en français et en anglais. Cela doublerait donc le prix des impressions. Il est probable que le *Republican* ne daignerait comme conséquence qu'il doit aussi publier, les annonces judiciaires en français.

Ce n'est pas nous qui contesterons la nécessité de publier les lois et les annonces légales en français, dans un Etat où le tiers de la population sachant lire ne lit guère que le français. Nos colonnes sont là pour attester cette nécessité, puisque le chiffre et les encanteurs, qui sont obligés d'insérer leurs annonces en anglais dans le *Republican* et en allemand dans la Gazette allemande, se voient forcés, par ministère des parties, à insérer également dans l'*Abeille* s'ils veulent avoir des acheteurs à leurs ventes.

Nous n'argumenterons donc pas, comme le fait le *Times*, de l'article 109 de la Constitution, et nous nous contenterons pour le relever cette nouvelle preuve de l'antipathie prononcée de notre confrère pour tout ce qui est français, mais voici ce que nous dirons:

Le but de la publicité donnée aux débats des Chambres et de la publication des lois est évidemment de porter ces lois et ces débats à la connaissance du public. Or, on arrivera à ce but bien plus strement et bien plus économiquement; en remplaçant les publications qui, ne font dans 26 journaux officiels que personne ne lit, par la publication de ces lois et débats dans les trois journaux les plus répandus de l'Etat, deux en anglais et un en français. Au lieu de $400,000 environ par an, cela coûterait tout au plus $20,000 et on aurait, en outre, une publicité sérieuse.

Le bill des impressions constitue un monopole odieux, exorbitant et, si la Législature avait le moindre sentiment de son devoir, elle l'abolirait immédiatement.

Quant aux annonces judiciaires, il n'y a qu'à leur appliquer les principes du droit commun, laisser aux parties intéressées le soin de désigner un ou plusieurs journaux pour l'insertion de leurs annonces en anglais, en français ou en allemand si cela leur convient; en cas de débat entre les parties ce serait à la Cour compétente à décider.

Dans toute la basse Louisiane où le français est la langue maternelle de la grande majorité des habitants, il est de toute justice que le français soit exclusivement ou, réalité pour les annonces légales.

Nous ne pouvons approuver, comme le fait le *Times*, le bill présenté par un représentant de Lafourche pour abolir dans cette paroisse les annonces judiciaires en français. La seule modification à faire serait d'abolir les journaux officiels.

Nous espérons qu'il se trouvera, dans les deux Chambres, des hommes assez soucieux des intérêts publics pour réclamer les réformes que nous venons de signaler, mais nous comptons peu sur la réalisation de ces réformes sous le gouvernement actuel.

VENTE A L'ENCAN DES DONS RESTANT AU BAZAR FRANÇAIS.—M. Tourné, encanteur, a vendu hier soir, à l'hôtel St. Louis, les vins, liqueurs et comestibles qui restaient au Bazar Français. Aujourd'hui, à 10 heures du matin, M. Barnett, encanteur, procédera au même endroit, c'est-à-dire au premier étage de l'hôtel St. Louis, à la vente des autres objets qui sont restés la propriété du Bazar. Il y a des articles de lingerie, des dentelles, des bronzes, des bijoux, des chinoiseries, des vases, des pendules, des tableaux, de la musique et des objets de fantaisie.

Le local a été disposé de façon à recevoir les dames, qui sont invitées à venir assister à la vente. Parmi les objets de prix, il y a une fort belle parure, un magnifique bronze représentant le cheval arabe du duc d'Aumale, une belle coupe en porcelaine de Sèvres qui a appartenu à la famille d'Orléans, deux grands vases chinois, etc.

Les ventes à l'encan qui ont eu lieu en Californie au profit du fonds de secours français ont donné lieu à des traits de générosité remarquable. Nous espérons que les amateurs d'objet d'art qui en ont les moyens, feront preuve de la même libéralité. Les acheteurs doivent se rappeler, en faisant monter les enchères, que le produit de ces ventes doit servir à soulager en France de bien cruelles misères.

Rapport du Trésorier de la Souscription française, des Recettes et Dépenses jusqu'au 6 février 1871.

—RECETTES—

Souscriptions ordinaires.....	$91,688 00
Souscriptions mensuelles.....	3,697 00
Reçu du Trésorier du Bazar.....	46,000 00
Total.....	$94,442 00

—DÉPENSES—

Remises à M. Eug. Rochereau, de Paris, pour être transmises à la Société de Paris:

Août, 10,	1870—	£1,200 00 @ 5 12 1/2	dollars 6,000 00
" 27,	"	£ 400 00 @ 5 12 1/2	2002 50
Sept. 8,	"	£ 7,200 00 @ 5 12 1/2	36,000 00
"	"	£ 500 00 @ 5 12 1/2	2500 00
" 27,	"	£ 354 04 @ 5 12 1/2	1770 87
" 28,	"	Payé à M. L. Marchand, pour impressions.....	30 00
Oct. 15,	"	Payé pour dépêches télégraphiques, en or.....	86 40
Nov. 4,	"	Payé à L. Marchand, pour impressions.....	2185 00
"	"	Remise: £400 00 @ 5 12 1/2	2002 50
Déc. 12,	"	do £ 400 00 @ 5 12 1/2	2002 50
Janvier 4,	1871	do £ 1087 10 s. @ 5 12 1/2	5500 00
"	"	do £ 600 00 @ 5 12 1/2	3000 00
" 21,	"	do £ 2312 10 s. @ 5 12 1/2	11709 00
		Total.....	$84,266 87

RÉCAPITULATION—

Recettes.....	$94,442 87
Dépenses.....	87,266 87
Balance en caisse au 6 février 1871.....	$3,201 00

Certifié véritable,

E. MÉRILH,
Trésorier.

REIMS.

On écrit de Reims:

"Les faits les plus odieux se passent dans cette ville, et il est du devoir de tout honnête homme de les signaler à l'exécration publique.

"Je demande qu'au nom de l'humanité et de la civilisation vous vouliez bien leur donner dans votre journal toute la publicité possible. Il importe ici que les Prussiens sans frein ni des réquisitions sans limites qui pèsent sur les pays envahis, sans bien de 80 rapportant à la liberté individuelle.

"Depuis le jour sinistre où le commandement de la place de Reims a été donné au comte de Bredow, les habitants vivent en Bazar Français. Aujourd'hui, à 10 heures du matin, M. Barnett, encanteur, procédera au même endroit, c'est-à-dire au premier étage de l'Hôtel St. Louis, à la vente des autres objets qui sont restés la propriété du Bazar. Il y a des articles de lingerie, des dentelles, des bronzes, des bijoux, des chinoiseries, des vases, des pendules, des tableaux, de la musique et des objets de fantaisie.

Le local a été disposé de façon à recevoir les dames, qui sont invitées à venir assister à la vente. Parmi les objets de prix, il y a une fort belle parure, un magnifique bronze représentant le cheval arabe du duc d'Aumale, une belle coupe en porcelaine de Sèvres qui a appartenu à la famille d'Orléans, deux grands vases chinois, etc.

Les ventes à l'encan qui ont eu lieu en Californie au profit du fonds de secours français ont donné lieu à des traits de générosité remarquable. Nous espérons que les amateurs d'objet d'art qui en ont les moyens, feront preuve de la même libéralité. Les acheteurs doivent se rappeler, en faisant monter les enchères, que le produit de ces ventes doit servir à soulager en France de bien cruelles misères.

Nous ne pouvons approuver, comme le fait le *Times*, le bill présenté par un représentant de Lafourche pour abolir dans cette paroisse les annonces judiciaires en français. La seule modification à faire serait d'abolir les journaux officiels.

Nous espérons qu'il se trouvera, dans les deux Chambres, des hommes assez soucieux des intérêts publics pour réclamer les réformes que nous venons de signaler, mais nous comptons peu sur la réalisation de ces réformes sous le gouvernement actuel.

VENTE A L'ENCAN DES DONS RESTANT AU BAZAR FRANÇAIS.—M. Tourné, encanteur, a vendu hier soir, à l'hôtel St. Louis, les vins, liqueurs et comestibles qui restaient au Bazar Français. Aujourd'hui, à 10 heures du matin, M. Barnett, encanteur, procédera au même endroit, c'est-à-dire au premier étage de l'Hôtel St. Louis, à la vente des autres objets qui sont restés la propriété du Bazar. Il y a des articles de lingerie, des dentelles, des bronzes, des bijoux, des chinoiseries, des vases, des pendules, des tableaux, de la musique et des objets de fantaisie.

Le local a été disposé de façon à recevoir les dames, qui sont invitées à venir assister à la vente. Parmi les objets de prix, il y a une fort belle parure, un magnifique bronze représentant le cheval arabe du duc d'Aumale, une belle coupe en porcelaine de Sèvres qui a appartenu à la famille d'Orléans, deux grands vases chinois, etc.

Les ventes à l'encan qui ont eu lieu en Californie au profit du fonds de secours français ont donné lieu à des traits de générosité remarquable. Nous espérons que les amateurs d'objet d'art qui en ont les moyens, feront preuve de la même libéralité. Les acheteurs doivent se rappeler, en faisant monter les enchères, que le produit de ces ventes doit servir à soulager en France de bien cruelles misères.

"Ces faits, je veux en prie, Monsieur le rédacteur, citez bien haut et partout le nom du comte de Bredow, major de l'armée prussienne, le bourreau de Reims.

"Quels qu'ils soient, ajoute aussi les hommes qui font fusiller sans jugement, ceux qui font jeter dans les prisons de l'Allemagne les femmes coupables de sympathie pour le Gouvernement de la défense nationale, ceux qui font incarcérer les pères et les frères qui ne dénoncent pas la retraite des leurs, ceux qui font parcourir une province entière à un homme, à pied, la corde au cou, ces cerveaux pourris devant lui après lui avoir fait faire son testament.

"Signalez ces faits, qu'ils soient la flétrissure de tous ceux qui en sont les auteurs. Mais citez, citez surtout de Bredow; car mieux vaut mille fois la mort, la prison, la captivité, que s'appeler qu'on inventé pour Reims un major prussien, qui est dû naître arrogant et portait un bâton à la main plutôt qu'un sabre au côté."

L'ABUS DE LA FORCE.

Nous ne connaissons rien dans l'histoire d'aussi odieux, d'aussi contraire à tous les principes du droit des gens et de l'équité que le décret suivant que publie la *Gazette de Strasbourg*:

Nous, Guillaume, roi de Prusse, ordonnons pour les gouvernements généraux de l'Alsace et de la Lorraine, ce qui suit:

Art. 1er. Celui qui en temps de paix ou de guerre, par voies de fait, résiste à l'autorité militaires françaises est puni par la confiscation de sa fortune présente et future et par un bannissement de dix ans.

Art. 2. La condamnation se fait par arrêté de notre gouverneur général, lequel, après avoir été publié pendant trois jours dans la partie officielle d'un journal du gouverneur, acquiert tous les effets d'un jugement légal et sera exécuté par les autorités civiles et militaires.

Art. 3. Tout jugement ou remise fait plus tard est considéré, est considéré comme non avenu.

Art. 4. Toute disposition prise par le condamné, de sa fortune en faveur de vivants ou non vivants et après publication de cette condamnation, est nulle et sans valeur.

Art. 5. Celui qui vent s'intéresser de siége de son domicile, ou en quelque lieu, sans justification probable de force majeure, sera puni de mort.

Art. 6. Les prêtres qui à l'office à l'application et au contrôle de listes de prières pour toutes les personnes de sexe mâle.

Art. 7. Le produit des confiscations doit être versé à la caisse du gouverneur général.

Art. 8. Le retour du bannissement entraîne l'application de la peine commandé par l'art. 38 du code pénal.

Art. 9. Cet arrêté sort son effet à partir du jour de sa publication.

Donné dans notre quartier-général de Versailles, le 18 décembre 1870.

THÉATRE DE L'OPÉRA.—*Faust* a été représenté, jeudi dernier, avec un grand succès, et en présence d'un magnifique auditoire. Il en sera de même, nous en sommes certains, pour la *Juive*, que l'on donne aujourd'hui en matinée, et pour les spectacles prochains qu'annonce l'affiche.

Le Barbier de Séville, on le sait, est chanté sur notre scène avec un rare éclat; et tous les personnes qui suivent les matinées de l'Opéra salueront avec empressement l'occasion d'entendre une œuvre charmante, interprétée par des artistes d'élite. Mme Naddi fait Rosine; Dumestre, Figaro (c'est tout dire); M. de Kœhel, Almaviva; M. Périé, Don Basile, et M. Dubosc, Bartolo.

Ce soir, pour la 6ème représentation de M. Lefranc, la *Juive*, grand-opéra en cinq actes, d'*Halévy*. M. Lefranc remplira le rôle d'*Eléazar*. Les autres rôles par Mlle Rosita, Mme Naddi; MM. Castelmary et de Kœhel.

Demain, dimanche, la *Favorite*, avec Mlle d'Edelsberg, MM. Cazeaux, Dumestre et Castelmary.

CHRONIQUE LOCALE.

ESCROQUERIE.—M. A. Payne, employé dans la collection des taxes de Terrebonne, et venu de la veille à la Nouvelle-Orléans, raconte qu'ignorant les tours perfides que les dubricoles de toute couleur jonent aux malheureux étrangers qui ne les connaissent pas, il s'était donné le plaisir de la société avec Annie Thomas et Emma Smith, deux femmes filles affectant d'honnêtes manières; mais il ajoute qu'après être resté un moment avec elles, il s'aperçut qu'il lui manquait $150. Ayant fait sa confidence à la police, les deux femmes ont été arrêtées avec un nommé Billy Alexander, leur complice. Annie est accusée en outre d'avoir volé, avec un billet de $5 corrompre l'officier de police qui les emmenait au corps-de-garde. Ces trois respectables personnes ont été envoyées en prison par le recorder Staats.

LA COMPAGNIE DES ABATTOIRS CONTRE LES BOUCHERS.—La Compagnie d'Abattoirs, par M. Pratt, son président, s'est adressée à la Huitième Cour de district pour obtenir des writs de mandamus et de prohibition contre les bouchers, dont la viande fut saisie et détruite sur la demande de la compagnie des Abattoirs, en 1869 dernier, et qui ont institué des poursuites pour dommages devant la Septième Cour de district, juge Collens. Le but de cette présente demande est d'empêcher toute autre poursuite pour ce dommage et de forcer la compagnie à transférer les archives qui les concernent à la Huitième Cour de district.

UN JURÉ ARRÊTÉ POUR TENTATIVE DE CORRUPTION.—Hier matin, devant la Première Cour de District, M. Spencer, un des jurés dans l'affaire du vol chez M. Rochereau, a déclaré qu'un des jurés No 18, Ch. Richards, lui avait dit le matin même, au cabinet d'aisance de la cour, que pour une affaire importante qui devait être appelée lundi prochain, on avait besoin de trois hommes sur lesquels on pourrait compter et lui avait demandé s'il ne voudrait pas être un des trois, et que dans ce cas il n'aurait qu'à donner son nom sur un morceau de papier.

M. Spencer répondit immédiatement qu'il ne voulait pas se mêler d'une affaire de ce genre et il informa M. Gravois, député greffier, de l'ouverture qui venait de lui être faite.

Richards ne l'a pas nié, mais il a dit que la proposition lui avait été faite par un individu qu'il ne connaît pas. Cette excuse n'en étant pas une, Richards a été arrêté immédiatement et livré au grand jury.

On croit que la grande affaire dont il s'agit est celle de Bertin, impliqué dans l'affaire du vol chez M. Rochereau.

Le grand juri ayant déclaré qu'il y avait matière à poursuivre contre Jacquet, le juge Abell a ordonné que son nom fut rayé de la liste des jurés, et a renvoyé Richards au prison d'où il ne pourra sortir qu'en fournissant une caution de $5,000 pour garantir sa comparution quand son procès sera appelé.

VOL.—Dans la nuit de mardi à mercredi on a volé chez M. A. Pijmans, rue Annonciation près la rue Félicité, une somme d'argent en billets, une montre d'or et une quantité de bardes. On suppose que ce vol a été exécuté par quelque domestique renvoyé de la maison et qui en connaissait parfaitement les détours.

Une tentative de vol a été faite jeudi soir chez le Dr Hallis, rue Carondelet, entre les rues Troisième et Quatrième, mais le bruit fait par le voleur ayant éveillé la famille, il s'est vu forcé de fuir sans emporter de butin.

Les vols deviennent si communs dans le Quartrième et le Sixième District que les habitants sont obligés d'être sur le qui vive toutes les nuits pour se garder contre toutes sortes d'entreprises nocturnes. Il faut surveiller les domestiques avant tout. Nous connaissons une famille du Sixième District, qui depuis quelque jours toute son argenterie au premier étage, excepté après le dîner. Chaque membre emporte avec lui son couvert. Tout le monde, bientôt, sera obligé d'en faire autant dans tous les districts.

Lundi, à une heure avancée de la nuit, des voleurs ont brisé les glaces de la porte du café de Francisco Laque, au coin des rues Canal et Bourgogne, et, ouvrant la porte, ont enlevé quelques cigares de la Havane, plusieurs boîtes de tabac à chiquer, trois ou quatre douzaines de pipes de prix et environ $25 en billon et en circulation, le tout valant $300. Ces voleurs n'avaient été vus de personne, n'ont pas été arrêtés, ce qui est assez singulier dans une rue où il passe presque continuellement des officiers de ronde.

UNE TENTATIVE PEU SÉRIEUSE DE SUICIDE.—Alexck Winicken, demeurant rue Dryades, près la rue Poydras, a pris du laudanum, hier soir, et l'hospitalité apparente de commettre un suicide. Il a été transporté à l'hôpital d'où, cependant, il a été renvoyé, le médecin de service de nuit n'ayant trouvé rien de grave dans sa situation.

MORT PROMPTE.—Un des professeurs de l'école paroissiale de Ste-Thérèse, saisi de vomissements de sang, est mort presque subitement, en pleine classe, au lieu de ses élèves, rue Erato, hier, vers 10 heures du matin. Nous ne connaissons pas le nom de défunt, mais nous croyons qu'il était un des frères de l'Institution.

LÉGISLATURE. — *Sénat.* — M. Ray fait un rapport défavorable sur le bill pour abolir la Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, attendu que la Constitution a créé cette Cour et pour d'autres raisons exposées longuement dans le rapport. En conséquence le juge Cooley pourra continuer à élucider suivant sa fantaisie les matières délicates présentées à sa considération.

M. Lewis fait un rapport favorable sur le bill pour incorporer la Compagnie de Transport de la Louisiane.

M. Jenks fait un rapport favorable sur le bill pour étendre la charte de la Compagnie du Chemin de Fer d'Ouest-Feliciana.

M. Campbell présente une résolution pour tenir des séances régulières le soir. Adoptée.

Le bill autorisant l'établissement de banques succursales dans l'Etat, passe.

Le bill créant la paroisse de Féliciana est ajourné indéfiniment.

Sur une motion de reconsidérer, le Sénat passe.

M. Parcella demande l'adoption du rapport sur l'affaire de l'élection contestée de M. E. Simonds contre J. S. Fish. Le rapport accordé est adopté.

Le bill pour régler l'éducation publique est lu deux fois et référé au comité sur l'éducation.

Le bill d'allocation pour les frais de session est référé au comité de finance.

Le bill pour l'amélioration des bayous Darbonne et Cornie passe avec le consentement du Président.

Le bill fixant les salaires des juges de la Cour Suprême à $10,000 pour le président au lieu de $6000, et $8000 pour les juges au lieu de $7000, est disuté.

M. Blackman se penne pas que la Législature, sous la Constitution, ait le droit de faire ce qui est proposé.

Le bill est renvoyé à la cepie et le Sénat refuse de voter aux quatre cinquièmes pour suspendre le règlement et adopter finalement le bill.

On demande la reconsidération du vote par lequel a été adopté le bill pour l'amélioration des bayous Darbonne et Cornie.

M. Blackman se lève et dit qu'il est étonné que certains membres aient changé si vite leur détermination sur une question d'intérêt public, quand ils ont voté sans hésitation une autre question de $2,000 pour une misérable compagnie d'entreprise.

M. Blackman parle longtemps et avec beaucoup d'énergie.

M. O'Hara ne dit pas qu'il ne voters pas pour le bill, mais il veut y voir clair et par conséquent étudier le bill.

M. Todd est opposé au gaslillage des deniers de l'Etat.

M. Lewis dit que le bill procurera d'immenses avantages à la portion de l'Etat traversée par ces bayous.

Le Sénat refuse de reconsidérer le bill.

M. Campbell demande la mise en discussion du bill des entrepôts.

M. Pinchback parle contre le bill avec force et le Sénat se retire en séance exécutive.

CHAMBRE.—La Chambre revient sur le vote qui déchargeait le comité des dépenses de l'Assemblée et accorde cinq jours à ce comité pour faire son rapport. Le parti dominant est très divisé sur ce sujet et la majorité n'a pas duré moins d'une heure et demie. On entendra cette division à ce qu'on en plaisante beaucoup du comité accusé d'empirisme dans l'emploi des fonds et chacun à s'empêcher tout délaissement.

M. Faulkner ne s'occupe pas seulement de l'Assemblée, mais de la ville, il a présenté un bill pour faire nommer deux inspecteurs de puce et de boue par le gouverneur.

Les inspecteurs auraient un entrepôt et des cours où tout le puce et le boue devrait être porté pour être inspecté et reconnu, sous peine de $25 d'amende par berlot.

M. Faulkner ne s'occupe pas seulement de la Nouvelle-Orléans, car il a présenté un bill pour faire nommer deux inspecteurs de puce et de boue par le gouverneur.

Les quartiers des Invalides et de Grenelle n'ont pas été épargnés non plus cette nuit: des obus sont tombés sur l'Enfant-Jésus et à côté du puits artésien.

Rue de Vaugirard et rue de Fourneaux, les obus ont fait également leur office. Un obus a pénétré dans une maison de la rue Saint-Jacques, contre la boutique d'un épicier et a pénétré dans la cave. En éclatant elle a blessé très grièvement quatre personnes. Une dame a reçu à la tête des blessures qui inspirent de vives inquiétudes.

"L'explosion de projectile a occasionné un certain désordre dans les matériaux emmagasinés dans la boutique.

"Peu d'instants auparavant, un obus sur le toit d'un immeuble, était passé à travers le plafond et était venu faire explosion dans une chambre dans le propriétaire était en ce moment absent.

"Cette après-midi, près du carrefour de l'Observatoire, un obus est tombé sur la chaussée et a éclaté au moment où passaient deux corbillards suivis d'un nombreux cortége. Par un bonheur hasard personne n'a été blessé, quoique acteurs des assistants n'ait eu le temps de se jeter à terre en entendant arriver le projectile.

"Un autre obus a ricoché dans un terrain qui sert de chantier de pierres de taille. Le projectile a éclaté au milieu de plusieurs blocs énormes qui ont été enlevés avec violence; aucun d'eux n'a été brisé.

"Rue Mabillon, un obus est tombé sur le toit d'une maison; il a traversé deux planchers et a fait explosion dans un appartement situé au rime étage. Au mouvement du projectile roulait et éclatait, la locataire, une dame âgée, était couchée et lisait, appuyée sur son oreiller. L'explosion qui se produisit a eu pour résultat de renverser complétement trois cloisons et de les briser en mille morceaux. Quant aux personnes qui habitent le troisième, elles avaient cru qu'il était prudent — l'événement ne l'a donné que trop raison — de quitter le quartier. Près de la rue de la Procession, un petit bâtiment composé d'un rez-de-chaussée et d'un étage, a été visité par un obus et a été très-endommagé.

"Non loin de là, sur le même côté de la rue de l'Ouest, un projectile tombait sur une maison à trois étages et y faisait explosion, frappé mortellement deux dames. L'une d'elles allait sortir de l'allée et se trouvait près de la porte lorsque des éclats l'ont atteinte et lui ont fracassé la tête. On aperçevait encore ce soir, adhérents à la porte cochère, des débris de la cervelle de cette infortunée victime.

"Nous ne parlerons pas des autres maisons dont les toitures ou les murs ont été traversés par des projectiles; la liste en serait trop longue, car cette pauvre rue de l'Ouest et celles qui l'avoisinent ont été criblées.

"Près de la ligne du chemin de fer, rue du Transit, des obus, en éclatant ont mis le feu à deux maisons. Le premier incendie a été promptement et violent incendie qui a gagné une fabrique de toiles cirées. Plusieurs pompes ont été occupées durant une partie de la journée à éteindre le feu. Un pompier a été blessé légèrement.

"Trois projectiles ne sont abattus en quelques instants sur la maison dans laquelle plusieurs personnes étaient venues faire un réfugier. Ces malheureux éprouvèrent une épouvantable désolation en accomplissant leur sinistre mission.

"Les malheureux habitants de la rive droite."

L'autorité fait enfin dépaver les abords de tous les monuments exposés à recevoir les projectiles des batteries prussiennes."

Dans son numéro du lendemain 18, le même journal poursuit ainsi le récit des dégâts commis:

"Les habitants du 5ème arrondissement (quartier du Panthéon, du Jardin des Plantes) qui avaient tant eu à souffrir, il y a deux jours, par suite des volées d'obus lancées par les Prussiens, ont été moins tourmentés cette nuit, les batteries ennemies ayant ralenti l'envoi de leurs projectiles.

"Mais après avoir pris un peu de repos, les artilleurs allemands ont recommencé ce matin de bonne heure leur œuvre de destruction, en tirant indistinctement sur la plupart des quartiers de la rive gauche. Les 14e et 15e arrondissements (Montrouge, Vaugirard et Grenelle) ont surtout souffert.

"Dans le 5e arrondissement, la rue Monge et ses alentours ont été nouveau été atteints. Un gardien de Sainte-Pélagie, qui se trouvait devant la grille de cette prison, a été blessé par un éclat d'obus qui est venu s'abattre à ses pieds.

"Dans la matinée, un obus tombait rue Monge, à quelques pas d'un chariot traînant un cheval. Le cheval a été tué raide, et dans toutes les directions; ils ont blessé très-grièvement le charretier et le cheval.

"Il y a quelque temps, M. Elie M. X...., un négociant important qui habite près de la rue Monge, s'est engagé dans une compagnie de marche. Son père se désolait de voir partir son jeune homme qui n'a pas encore atteint sa dix-neuvième année et dont la présence était presque indispensable en raison de la surveillance des employés. Cette nuit, deux obus sont successivement tombés sur la maison du négociant d'où, après avoir traversé les fondations, il s'est abattu sur le lit de jeune X....oh il a fait explosion et tout brisé dans la chambre. En rencontrant cet événement, on a pu constater que le contentement et la joie en songeant que si son fils n'est pas parvenu à devenir un soldat patriotique, il aurait peut-être trouvé une triste mort aujourd'hui.

"Vers six heures du matin, un obus est tombé rue d'Alésia. Il a pénétré par la partie supérieure d'une salle à boire cochère, dans un mur épais où il a fait explosion, à une faible distance de la loge du concierge. Ce mur a été complétement crevé de la direction de Clamart, avait déjà écorné assez fortement le toit de la maison qui est littéralement trouée à cet endroit. Personne n'a été blessé.

"Rue de l'Ouest, un obus effondre un toit, pénètre dans une mansarde au quatrième étage et, après avoir enfoncé le plancher, éclate au milieu d'une chambre du troisième étage où il brise tout. Le locataire de la chambre venait de descendre cinq minutes auparavant et cassait encore dans la cour avec son concierge lorsque le fait a produit. Quant aux personnes qui habitent le troisième, elles avaient cru qu'il était prudent — l'événement ne l'a donné que trop raison — de quitter le quartier. Près de la rue de la Procession, un petit bâtiment composé d'un rez-de-chaussée et d'un étage, a été visité par un obus et a été très-endommagé.

"Non loin de là, sur le même côté de la rue de l'Ouest, un projectile tombait sur une maison à trois étages et y faisait explosion, frappé mortellement deux dames. L'une d'elles allait sortir de l'allée et se trouvait près de la porte lorsque des éclats l'ont atteinte et lui ont fracassé la tête. On aperçevait encore ce soir, adhérents à la porte cochère, des débris de la cervelle de cette infortunée victime.

"Nous ne parlerons pas des autres maisons dont les toitures ou les murs ont été traversés par des projectiles; la liste en serait trop longue, car cette pauvre rue de l'Ouest et celles qui l'avoisinent ont été criblées.

"Près de la ligne du chemin de fer, rue du Transit, des obus, en éclatant ont mis le feu à deux maisons. Le premier incendie a été promptement et violent incendie qui a gagné une fabrique de toiles cirées. Plusieurs pompes ont été occupées durant une partie de la journée à éteindre le feu. Un pompier a été blessé légèrement.

Trois projectiles ne sont abattus en quelques instants sur la maison dans laquelle plusieurs personnes étaient venues faire un réfugier. Ces malheureux éprouvèrent une épouvantable désolation en accomplissant leur sinistre mission.

"Les malheureux habitants de la rive droite."

L'autorité fait enfin dépaver les abords de tous les monuments exposés à recevoir les projectiles des batteries prussiennes."

Les Effets du Bombardement.

Dans son numéro du 13, le *Journal des Débats* rapporte ainsi les effets du bombardement:

"Pendant la nuit dernière, un certain nombre d'obus en sont abattus rue des Ecoles et ont causé de graves dégâts, puremment matériels, fort heureusement.

"L'un de ces projectiles a percé un bec de gaz, tordu le tuyau, a rebondi sur la chaussée en trois endroits bien indiqués et a fini par éclater rue dernière abbé. Les éclats ont éclaboussé la façade d'une maison, pénétrés un travers la fenêtre au 1er, blessé une des bureaux et ont jeté quelque désordre à l'intérieur d'un magasin de librairie.

"Un autre obus a ricoché dans un terrain qui sert de chantier de pierres de taille. Le projectile a éclaté au milieu de plusieurs blocs énormes qui ont été enlevés avec violence; aucun d'eux n'a été brisé.

"Rue Mabillon, un obus est tombé sur le toit d'une maison; il a traversé deux planchers et a fait explosion dans un appartement situé au rime étage. Au mouvement du projectile roulait et éclatait, la locataire, une dame âgée, était couchée et lisait, appuyée sur son oreiller. L'explosion qui se produisit a eu pour résultat de renverser complétement trois cloisons et de les briser en mille morceaux. Quant aux personnes qui habitent le troisième, elles avaient cru qu'il était prudent — l'événement ne l'a donné que trop raison — de quitter le quartier. Près de la rue de la Procession, un petit bâtiment composé d'un rez-de-chaussée et d'un étage, a été visité par un obus et a été très-endommagé.

"Non loin de là, sur le même côté de la rue de l'Ouest, un projectile tombait sur une maison à trois étages et y faisait explosion, frappé mortellement deux dames. L'une d'elles allait sortir de l'allée et se trouvait près de la porte lorsque des éclats l'ont atteinte et lui ont fracassé la tête. On aperçevait encore ce soir, adhérents à la porte cochère, des débris de la cervelle de cette infortunée victime.

"Nous ne parlerons pas des autres maisons dont les toitures ou les murs ont été traversés par des projectiles; la liste en serait trop longue, car cette pauvre rue de l'Ouest et celles qui l'avoisinent ont été criblées.

"Près de la ligne du chemin de fer, rue du Transit, des obus, en éclatant ont mis le feu à deux maisons. Le premier incendie a été promptement et violent incendie qui a gagné une fabrique de toiles cirées. Plusieurs pompes ont été occupées durant une partie de la journée à éteindre le feu. Un pompier a été blessé légèrement.

Trois projectiles ne sont abattus en quelques instants sur la maison dans laquelle plusieurs personnes étaient venues faire un réfugier. Ces malheureux éprouvèrent une épouvantable désolation en accomplissant leur sinistre mission.

"Les malheureux habitants de la rive droite."

L'autorité fait enfin dépaver les abords de tous les monuments exposés à recevoir les projectiles des batteries prussiennes."

Dans son numéro du lendemain 18, le même journal poursuit ainsi le récit des dégâts commis:

"Les habitants du 5ème arrondissement (quartier du Panthéon, du Jard